



ARRÊTE MUNICIPAL 2024-016
Interdiction de circuler, interdiction de stationner
Place Jean Jaurès

Le Maire de VELLERON (Vaucluse),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-6,
Vu l'article L.511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,
Vu le Code de la Route, notamment ses articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-12,
Vu le Code Pénal, notamment son article R.610-5,
Vu le décret n°60-226 du 19 février 1960, relatif au dispositif de contrôle de la durée de stationnement dans les agglomérations et les textes pris pour son application,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,
Vu la demande en date du 08/02/2024 de M. RODRIGUEZ Jean de la société DETECT'EAU – 391 A chemin de l'Esclape – 84580 OPPEDE.

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes : interdiction de circuler et de stationner, le **vendredi 16 février 2024 à partir de 8h00, lors des travaux de reprise d'enrobés à chaud**, dans les lieux suivants ;

➤ **Place Jean Jaurès (n°17 et 18)**

Les travaux seront réalisés la société DETECT'EAU – 391 A chemin de l'Esclape – 84580 OPPEDE représentée par M. RODRIGUEZ Jean.

ARRÊTE :

Article 1 : Le vendredi 16 février 2024 à partir de 8h00, il sera interdit de circuler et le stationnement sera interdit au niveau des numéros 17 et 18 place Jean Jaurès.

Article 2 : A l'approche du chantier, ainsi que sur le chantier lui-même, la signalisation réglementaire ainsi que les barrières seront mises en place par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux.

Article 3 : L'entreprise assurera en permanence la propreté de la chaussée dans la zone du chantier et ses abords. Tout dommage causé au domaine public devra être réparé qualitativement à l'identique par l'entreprise.

Article 4 : Ce présent arrêté sera publié et affiché dans la commune. Il sera également affiché à chaque extrémité du chantier.

Article 5 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois. Conformément à l'article 417-10 du code de la route et à la délibération N°4 du 07/07/2016 du Conseil Municipal tout stationnement qualifié de gênant sera soumis à enlèvement par la fourrière.

Article 6 : La Police Municipale de Velleron et la Gendarmerie de Pernes les Fontaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article L.2212-5 du code des collectivités territoriales.

Article 7 : Ce présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

L'ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la commune
- La Police Municipale
- Les Services Techniques de la commune
- Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Pernes les Fontaines
- DETECT'EAU;

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à VELLERON, le 08/02/2024.

Le Maire,

Philippe ARMENGOL.

P/o Le Maire par délégation
Hervé Berenguer

